

À propos du sacrifice des paysans

Entretien avec Pierre Bitoun, co-auteur du livre *Le sacrifice des paysans, une catastrophe sociale et anthropologique* (L'Echappée, octobre 2016, 330 p.), octobre 2017.

LGO : Dans votre livre, co-écrit avec Yves Dupont, vous vous définissez comme des socioanthropologues. Qu'entendez-vous par là ?

PB : Vaste question ! Se définir comme socioanthropologue, c'est d'abord se considérer comme l'héritier d'un large courant de pensée dans lequel on retrouve des auteurs tels que Georges Balandier, Pierre Clastres, Émile Durkheim, Maurice Godelier, Henri Lefebvre, Bronisław Malinowski, Marcel Mauss, Marshall Sahlins ou Charles Wright Mills. C'est ensuite se défaire des oppositions binaires, du type Tradition/Modernité, Particularismes/Universalisme, Économie/Société ou Routine/Innovation, qui constituent le cœur et le moteur même de l'idéologie de la modernité. Ces dichotomies naïves et réductrices ont toutes sortes de conséquences, dont celle de considérer que tout ce qui n'est pas moderne serait par essence irrationnel, leg ou survivance d'un passé qui fait obligatoirement obstacle au déploiement illimité de la modernité. À l'image, par exemple, du « paysan » qui doit nécessairement, fatalement, se muer en « agriculteur ». La socioanthropologie, au contraire, s'intéresse à l'importance du passé et de la tradition dans la genèse de ce que nous sommes devenus, mais aussi de ce que nous aurions pu devenir, et elle cherche à comprendre la complexité du « tout social ». En accordant la même valeur aux multiples interactions entre l'homme et la société : entre le psychisme humain, ses productions conscientes ou inconscientes, et l'être social, inscrit dans un espace, un temps, une culture, qu'il est forcément ; entre la trajectoire biographique des individus et le mouvement historique général ; entre les sphères du Pouvoir, les couches dominantes, intermédiaires, exploitées ou délaissées ; entre les représentations imaginaires, les conceptions de l'homme et du monde, les idéologies, les institutions, les pratiques, les comportements. Autrement dit, elle vise la compréhension synchronique et diachronique de l'ensemble des relations, liens ou fractures, qui composent le tout « social-humain ».

Par voie de conséquence, s'inscrire dans une démarche socioanthropologique, c'est aussi récuser la prétendue neutralité, l'extériorité du chercheur par rapport à son « objet », et donc savoir s'engager dans le débat social. Ce qui a, au moins, le mérite de nous changer de la posture aujourd'hui majoritaire dans l'Université et la Recherche : on se sert d'une prétendue scientificité pour ne pas prendre position et on considère l'homme à la façon d'un atome fonctionnel, dépossédé de toute forme de savoir, de liberté ou de chair, dont la finalité dernière est de s'adapter à un macro-système en perpétuel remodelage. D'où, depuis plusieurs décennies, la multiplication de travaux hyperspécialisés, où l'inflation méthodologique, l'envolée tous azimuts de la quantification, la publication dans les revues académiques, seraient les garants d'une supposée « excellence scientifique » ! Ce que nous appelons, avec ironie, le SMS (« science, méthodologie et statistique ») de la « bonne » recherche, par quoi tend à disparaître tout questionnement social et politique que la socioanthropologie veut au contraire réhabiliter, inscrire au cœur du travail de recherche.

Une dernière caractéristique de la démarche socioanthropologique mérite, de ce point de vue, d'être rappelée. Parce qu'elle s'intéresse à l'homme social et à son histoire, et donc aux figures majeures, archétypiques, qui l'ont incarné et institué, depuis l'animal de l'*oïkos* et de la *polis* grecque jusqu'au citoyen *ressource humaine* des systèmes productivistes actuels, la socioanthropologie conduit logiquement à se poser la question suivante : les Modernes, ou les Postmodernes que nous sommes, sont-ils encore capables de concevoir et de produire une ou

des figures archétypiques de l'homme qui soient à même de représenter et de fonder la société postproductiviste et postcapitaliste ?

LGO : On comprend mieux, à votre réponse, pourquoi Le sacrifice des paysans n'est pas un ouvrage classique, disons de politique agricole, mais a une portée bien plus large. D'interrogation de la modernité dans son ensemble...

PB : Oui. Dans notre livre, le lecteur trouvera bien sûr tout ce qui fait la matière de ce qu'on appelle couramment le « problème agricole et rural ». Au fil de l'ouvrage, nous avons ainsi consacré de nombreux développements au pouvoir grandissant, de la semence à l'assiette, des multinationales de l'agro-alimentaire ; aux impasses et aux inégalités engendrées par la PAC¹ qui distribue toujours, en dépit de quelques correctifs mineurs, 80% des aides européennes à 20% des producteurs ; à la cogestion de la politique agricole par le syndicalisme FNSEA-JA² qui, d'accord sur le fond avec les représentants de l'État néolibéral, favorise une agriculture duale, l'une exportatrice, l'autre de terroir, et accompagne donc, par-delà une vieille rhétorique lénifiante et trompeuse, le mouvement de plus en plus accéléré d'industrialisation de l'agriculture qui s'opère au travers des fermes-usines, des laboratoires de biotechnologies, de la brevetabilité du vivant ou des traités internationaux (CETA, TAFTA). Nous consacrons aussi plus d'un passage aux prix indécentes payés aux agriculteurs – sur une base 100 en 1970, les prix sont aujourd'hui en moyenne à 42 ! – ; à la paupérisation d'une part croissante des agriculteurs – plus d'1/3 tire aujourd'hui de leur activité moins de 350€ par mois ! – et aux faillites, suicides, burn out, maladies liées aux intrants chimiques qui touchent massivement la profession ; au désert social désormais solidement installé dans maintes régions françaises dont tout le monde connaît les formes (enclavement, désindustrialisation et diminution phénoménale du nombre d'agriculteurs, disparition des services publics et des commerces de proximité, multiplication des grandes surfaces et des enseignes des multinationales à la périphérie ou au centre même des bourgs et villes moyennes, etc.), les chocs en retour (un sentiment d'abandon qui nourrit le vote FN), les fausses solutions (des campagnes réduites à leur fonction touristique), aussi bien que les dangers que font courir les politiques actuelles de métropolisation sur ces territoires. Mais nous revenons également, à plusieurs reprises, sur des points positifs : le « retour du paysan » dont l'image s'est depuis une ou deux décennies considérablement améliorée dans l'opinion, les liens de solidarité qui se sont tissés entre paysans, ruraux et urbains, les alternatives concrètes au productivisme agricole qui se multiplient (l'agriculture paysanne, l'agriculture bio, l'agroécologie, les circuits courts, les AMAP³, etc.), la montée d'une nébuleuse citoyenne, de plus en plus large et agissante, qui veut rompre avec le productivisme, dans sa globalité, et doit beaucoup, même si elle n'en est pas toujours consciente, aux paysans de la Confédération paysanne, qui ont ouvert la voie avec leurs combats contre le camp du Larzac, la « marchandisation du monde », les OGM, la malbouffe, etc. Bref nous tentons, autant qu'il est possible, de faire le tour de la question ! Ou plutôt des questions...

De là notre interrogation sur la modernité. Dans notre esprit, tous ces éléments de la réalité, qu'il s'agisse des effets dévastateurs du productivisme agricole, du productivisme en général ou des formes de résistance auxquelles ils donnent lieu, ne sont véritablement compréhensibles que si on les replace dans un questionnement d'ensemble sur les raisons anthropologiques, sociales, technico-économiques ou politiques pour lesquelles les sociétés modernes, ou se prétendant telles !, font disparaître les paysans et leurs sociétés. Quelques

¹ Politique agricole commune.

² Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, Jeunes agriculteurs (anciennement CNJA, Centre national des jeunes agriculteurs).

³ Association pour le maintien de l'agriculture paysanne.

chiffres là encore : en 1945, en France, pays représentatif des nations dites développées, plus d'1/3 de la population active vivait de l'agriculture tandis qu'aujourd'hui on en est à 2-3%. Et au niveau mondial, les chiffres sont également vertigineux : en 1950, 80% de la population active totale, 40% aujourd'hui ! Pourquoi les choses se sont-elles et continuent-elles, fondamentalement, à se passer ainsi ? Pourquoi ce productivisme déchaîné, en agriculture comme ailleurs, et dont le paysan mué en agriculteur est à la fois l'incarnation, l'agent, la victime, et le laboratoire pour le reste de la société ? Que penser, que faire pour s'extraire de cette illimitation productiviste et ne plus seulement résister, mettre des grains de sables dans la mégamachine, mais créer les institutions et les modes de vie d'un autre monde où nous ne serons plus, paysans ou autres, sacrifiés génération après génération sur l'autel du « progrès » et de la modernité ?

En fait les deux questions que nous avons voulu traiter, questions qui résument le mieux notre intention et englobent toutes les autres, sont dialectiquement liées. D'abord, pourquoi la modernité, capitaliste en l'espèce puisque c'est elle qui a pour l'instant triomphé⁴, liquide-t-elle les paysans et leurs sociétés, soit de manière violente (par des guerres, des colonisations, néocolonisations ou lors des catastrophes, par exemple), soit de façon plus pacifique mais néanmoins brutale en transformant une minorité d'entre eux en agriculteurs productivistes et en poussant les autres, de bon gré ou malgré eux, vers la « sortie », c'est-à-dire la retraite, le chômage ou d'autres milieux socioprofessionnels ? D'autre part, que nous apprend, en retour, sur la modernité elle-même les réponses à cette première question ? Autrement dit, nous avons considéré le fait social paysan comme un analyseur de la modernité, un révélateur de son déploiement historique, de ses présupposés et impensés anthropologiques, des logiques de domination à l'œuvre dans l'ensemble de la société, de ses impasses de plus en plus évidentes, humaines, sociales, politiques ou écologiques. C'est cette large perspective qui, je crois, fait l'intérêt, l'originalité de notre essai. Et j'ajouterai qu'en cela nous ne sommes en définitive, comme tout auteur, que les interprètes, les émanations d'un moment historique. Celui où, à force de liquider le fait social paysan, l'humanité commence à peine à prendre conscience qu'il a tout envahi. Alimentation, santé, lieu où habiter, coexistence avec la nature, devenir terrestre, sens de la vie ou du mot même de « société »....

LGO : Poursuivons dans la même veine. Dans votre livre, vous identifiez trois éléments majeurs constitutifs de la modernité. Pouvez-vous préciser lesquels et les leçons que vous en tirez ?

PB : Ces trois éléments sont le capitalisme en tant que système économique, la démocratie dite représentative comme régime politique et le scientisme/positivisme comme mode de connaissance. Si nous les mettons en avant, c'est qu'ils font système, structurent les institutions de la vie sociale et politique, imprègnent jusqu'aux moindres recoins l'existence de chacun, bouchent l'horizon des possibles. La généralisation de la valeur d'échange et de la marchandise, la délégation électorale du pouvoir à une oligarchie assise sur le règne des experts et le laci des bureaucraties, le « progrès » identifié à la technique, à l'artificialisation, où « les moyens », comme disait Günther Anders, « justifient les fins », sont les trois grands piliers, inséparables, de la domination capitaliste-productiviste. Si l'on souhaite en sortir, il faudra bien, à un moment ou à un autre, être capable de formuler, de façon à la fois concrète et synthétique, comment la majorité de la population pourrait s'extraire de leur emprise, souhaiter de nouvelles formes de vie tant sur le plan individuel que collectif, se mobiliser pour faire advenir les nouvelles institutions techniques, économiques ou politiques indispensables au dépassement de ces trois piliers. Or, malgré quelques indices encourageants, tels que la

⁴ Nous traitons aussi, mais plus rapidement, du productivisme soviétique ou des formes hybrides tels que le modèle chinois.

multiplication des combats classiques (syndicaux, politiques...) contre l'ordre néo-libéral ou le renouveau de l'idéal de l'auto-organisation qui irrigue les alternatives écologiques et citoyennes, on est encore loin du compte ! Sans doute parce que – parmi une infinité d'autres raisons bien sûr –, on n'a pas voulu et on ne veut toujours pas entendre certains des enseignements du fait social paysan. À savoir la primauté de la valeur d'usage sur la valeur d'échange, les moyens techniques et les fins politiques pensés conjointement afin de continuer à faire communauté ou société, le « commun » plutôt que la soif inextinguible d'enrichissement de l'individu, le refus du déracinement et la volonté de « vivre au pays », qui n'excluent nullement aujourd'hui l'ouverture sur l'universel, etc. Tous ces traits de la culture paysanne, quasiment disparue ou encore bien vivante selon l'endroit du monde où l'on se situe, constituent une source extrêmement précieuse d'expériences et de réflexions, pour qui veut sortir de la domination capitaliste-productiviste toujours plus démesurée, illimitée, porteuse de catastrophes écologiques ou technologiques, sociales ou anthropologiques. On pourrait même soutenir que sans réinvention, en agriculture et partout, du passé précapitaliste qu'incarne la paysannerie, il n'y aura pas d'après-capitalisme...

LGO : Votre livre est divisé en deux parties. La première, intitulée « Des Trente Glorieuses aux Quarante Honteuses », fait porter la réflexion sur le projet productiviste considéré dans sa globalité, tel qu'il s'est déployé en France dans les 70 dernières années. Quels enseignements reprenez-vous de ce travail historico-critique ?

PB : Cette première partie était pour nous un préalable, visant à restituer le cadre général dans lequel s'est inscrit le sacrifice des paysans en tant que tel, car ce sacrifice, aussi central soit-il, n'est jamais que l'un des éléments du processus global de transformation sociale. Nous y interrogeons le projet productiviste dans une triple direction.

Interrogation théorique d'abord, qui nous a conduit à proposer une définition du productivisme à la fois plus large et précise que celle que l'on entend ordinairement. Le productivisme, ce n'est pas simplement le fameux « toujours plus », « toujours plus de croissance » qu'on répète à l'envi, que l'on soit d'ailleurs partisan ou détracteur de cette croissance. C'est un phénomène singulièrement plus grave. C'est l'idée, consubstantielle à l'esprit de la modernité et du capitalisme, que tout, êtres humains, sociétés, produits de la science et de la technique ou des technosciences, animaux ou nature, doit devenir un matériau au service de la quête de Puissance de l'État et du capital. Ce « tout est ressource » qui est aujourd'hui effectif et illimité, dont on peut suivre le déploiement bien avant 1945 (colonisation des Amériques, révolution industrielle du XIXe, 1ère guerre mondiale), mais va connaître une expansion sans cesse plus accélérée à partir de la Seconde guerre mondiale.

Interrogation historique, ensuite. Au travers de l'exemple français, qui tient beaucoup plus du cas d'école que de « l'exception » dont nous bassinent les néolibéraux, nous repérons de nombreuses continuités de 1945 à nos jours : le « progrès » identifié à la domination de l'économie, de la technique puis des technosciences ; l'emprise croissante de la bureaucratie sur toutes les sphères de la vie sociale, humaine ou de la nature, qui s'est nourrie d'une prolifération constante des normes étatiques anciennes ou néolibérales ; la puissance grandissante de la technocratie qui s'est constituée comme couche-pilote du changement social, du Commissariat Général au Plan de 1946 à l'oligarchie actuelle de la supranationalité et de la finance mondiale ; la façon dont la société de consommation a ouvert la voie à la société de l'information et de la communication ; les Trente « glorieuses » qui ont aussi été ravageuses du point de vue écologique et annonciatrices du temps des catastrophes dans lequel nous sommes désormais plongés, etc. Mais nous sommes aussi attentifs à certains distinguos essentiels : vivre durant les trente années où perdure l'esprit du programme du

CNR⁵, dans l'ère du social-productivisme, ce n'est pas du tout la même existence que sous les Quarante Honteuses des néolibéraux ! Dans un cas, on est dans un productivisme intégrateur, qui cherche un compromis entre les forces du capital et du travail, dans l'autre on est dans un productivisme désintégrateur où, en même temps que les élites dirigeantes publico-privées détruisent l'État social, le capital prend sa revanche, réactualise les fondamentaux de l'exploitation capitaliste, accélère la précarisation, l'atomisation des individus. Et en tire les profits astronomiques que l'on sait...

Interrogation anthropologique enfin. Dans le sillage de Günther Anders que j'évoquais tout à l'heure au sujet des « moyens » devenus « les fins », ou bien encore de Marx qui dès le XIXe faisait observer que « la dépréciation du monde des hommes augmente en raison directe de la mise en valeur du monde des choses », nous développons dans cette première partie toute une série de réflexions sur la fabrication, de l'*Homo consumeris* à l'*Homo connecticus*, d'un « type humain » hélas finalement assez adapté à la logique productiviste et à son accélération présente ou future. L'acceptation de l'idée même de « ressource humaine » et des méthodes managériales qui lui correspondent, l'habitude prise, d'abord de façon contrainte puis « naturelle », de la précarité de l'emploi ou de la vie, le pouvoir que les chiffres ont acquis dans notre vie personnelle ou dans le débat sur nos choix collectifs, la frayeur mais aussi la fascination qu'exercent les derniers prodiges des technosciences ou le Big Data, le culte de soi et de ses performances, la manie narcissique des selfies constituent pour nous, parmi bien d'autres signes tels que la banalisation des catastrophes ou le désir d'une transhumanité, les indices les plus évidents de cette « adaptabilité ». Même si d'autres tendances contraires sont heureusement à l'œuvre, on n'est plus aujourd'hui très loin du « gai robot » que redoutait le sociologue américain Charles Wright Mills dès la fin des années 50 ou de cet « homme sans habitudes, gouverné par l'opportunisme, le cynisme et la peur », qu'évoquait plus récemment, dans les années 90, le philosophe italien Paolo Virno.

LGO : Dans la seconde partie, intitulée « Projet prométhéen et ensauvagement des paysans », la réflexion fait retour à votre question première, celle de la disparition des paysans et de leurs sociétés, déjà advenue dans les pays dits développés tels que la France et toujours en cours à l'échelle planétaire. Pour caractériser cette disparition, vous employez le terme d'« ethnocide », un mot très fort...

PB : Pas si fort que cela car ce dont il est question, c'est bien de la destruction d'une culture, d'un monde, ou plutôt de mondes car il existait et existe toujours de par le monde des sociétés paysannes/rurales diverses, contrairement au modèle uniformisateur de la société urbaine, industrielle puis de services, dont la mondialisation néolibérale accélère l'installation aux quatre coins de la planète. Partout, sous l'effet de la disparition des paysans et du déploiement du capitalisme productiviste, la diversité recule, les paysages s'uniformisent, les formes de vie sociale se ressemblent, la pluralité et l'autonomie des cultures s'effacent, au profit d'un « Grand Tout » qui colonise et marchandise la moindre parcelle de terre, le moindre compartiment de nos vies.

Deux raisons principales nous ont conduits à utiliser le terme d'ethnocide.

La première, c'est qu'on a pendant des siècles et très majoritairement considéré les paysans comme des Indiens de l'intérieur, des « sauvages » qu'il fallait convertir de gré ou de force, à la modernité. Ils représentaient, comme les Indiens d'Amérique ou tout autre peuple autochtone, cet « Autre » encore autonome qui devait être éliminé ou acculturé, afin que se développent partout l'État moderne, le capitalisme, le productivisme et les nouvelles dépendances individuelles qui leur sont liées. Dès les années 70, les anthropologues Robert

⁵ Conseil national de la Résistance.

Jaulin, inventeur du terme d'ethnocide, et Pierre Clastres ont très bien expliqué tout cela. Pour ce dernier, par exemple, si le génocide renvoie à l'idée d'extermination d'une « race », l'ethnocide caractérise la destruction de la culture propre à certains agrégats humains : l'ethnocide, écrivait-il, « est (...) la destruction systématique des modes de vie et de pensée de gens différents de ceux qui mènent cette entreprise de destruction. En somme, le génocide assassine les peuples dans leur corps, l'ethnocide les tue dans leur esprit ».

La seconde raison, c'est que, comme de très nombreux territoires de la Terre, la France rurale et paysanne conservait encore, au début des années 1970, une grande diversité de langues et de dialectes, d'architectures, de paysages, de cultures, d'élevage, d'outillage et de techniques favorisant différentes formes de production, de coopération et d'échange entre paysans. Elle constituait donc encore un « monde » – des « mondes » – qu'une importante fraction de ses habitants entendait conserver et l'on peut donc dire que le profond remodelage qu'elle a connu s'est apparenté à un ethnocide si l'on entend par là la dévalorisation et l'empêchement systématique de la plupart des pratiques politiques, économiques, sociales et culturelles de leurs habitants. Dès l'immédiat après-guerre, par exemple, on n'a pas seulement fait miroiter aux paysans tous les bienfaits qu'ils allaient tirer du « Progrès », on a aussi martelé qu'il fallait inoculer à tous ces « traditionnels », tous ces « routiniers », en un mot tous ces « ploucs », le « microbe modernisation » ! De très nombreux économistes ou techniciens, de très nombreuses institutions d'État ou firmes privées d'amont et d'aval, avec en toile de fond la modernité nord-américaine et les finances du plan Marshall, ont concouru à ce travail de stigmatisation, de disqualification des anciennes pratiques ou visions du monde. Mais il faut aussi souligner qu'une partie des paysans – ceux qui, pour l'essentiel, se reconnaissaient dans les choix de la FNSEA et du CNJA –, y a participé. Ils ont été complices de ce mouvement pour de multiples raisons : les unes compréhensibles et nobles souvent diffusées par la JAC⁶ (nourrir l'humanité, se libérer par la machine du labeur et de la dureté de la condition paysanne, devenir un citoyen comme les autres, etc.), les autres beaucoup moins comme, par exemple, la volonté de s'agrandir et de s'enrichir aux dépens des autres, des éliminés...

Mais, pour comprendre cet ethnocide et pourquoi, surtout, il continue de s'opérer partout sur la planète, on doit aussi faire appel à quantité d'autres facteurs que nous avons rassemblés en conclusion et intitulés « les sept raisons du sacrifice des paysans ». Je laisse au lecteur le soin de les découvrir dans le détail, mais toutes, d'une manière ou d'une autre, montrent que le paysan – et non l'agriculteur – est bien l'antithèse de la modernité, son « parfait » bouc-émissaire. Celui qui, pour de multiples raisons individuelles ou collectives, résiste à « la marmite d'alchimiste du capital » qu'évoquait Marx et dans laquelle nous sommes tous, de façon contrainte ou volontaire, de plus en plus plongés. Il ne faut jamais l'oublier : le sacrifice des paysans, c'est celui de tous les autres ou presque...

LGO : Un autre fil qui court dans votre livre, c'est la question des alternatives au productivisme capitaliste, en agriculture comme ailleurs. Quelle est, sur ce vaste sujet, votre position ?

Très vaste, en effet ! Nous sommes d'abord assez critiques, non pas tant des actions, que du discours à la fois optimiste et naïf que tiennent certains écologistes, décroissancistes, colibristes disciples de Pierre Rabhi sur cette question. Pour l'énoncer de façon volontairement provocatrice, si l'on rencontre nombre d'esprits éclairés, critiques du productivisme dans cette nébuleuse anticroissance, il y a aussi quantité de bisounours dépolitisés, de bobos technophiles ou de gens qui croient, très sincèrement d'ailleurs, avoir trouvé la « bonne » solution d'après la fin des grands récits révolutionnaires ! En privilégiant

⁶ Jeunesse agricole catholique.

une « (r)évolution » ou une « insurrection des consciences individuelles », en appelant chacun, sans souvent aller plus loin dans la réflexion, à la modification de son comportement de producteur ou de consommateur, en faisant miroiter que chacun doit « faire sa part » et que mille initiatives locales-durables font un changement de société, ce discours est pour nous autant un tantinet mystique que résolument mystificateur. Non seulement il participe de la culpabilité ambiante, s'avère assez consonant avec l'imaginaire de l'autoentrepreneur néolibéral et macronisant, mais surtout il laisse complètement de côté ce qu'est une pensée proprement politique, c'est-à-dire transformatrice des institutions, et ne nous dit pas grand-chose, non plus, sur la question des rapports de force à construire avec l'hyperclasse gouvernante qui a colonisé tous les centres-clés de la décision publique, supranationale, nationale ou locale, et ne lâchera rien, sinon des miettes. Toutes ces initiatives, toutes ces alternatives écocitoyennes, aussi louables soient-elles, ne prendront tout leur sens que si elles se trouvent insérées dans un projet global de transformation sociale et politique, refondant, de fond en comble, nos institutions dites démocratiques et représentatives, qui montrent chaque jour un peu plus leur caractère oligarchique. En l'état actuel et sans cette refondation politique, la vitesse de propagation du productivisme capitaliste continuera d'être bien supérieure à celle des alternatives locales et l'on assistera, au mieux, à ce qui existe déjà : une cohabitation de plus en plus schizophrénique, une société de plus en plus fragmentée et à plusieurs vitesses.

La situation actuelle de l'agriculture française en est d'ailleurs un bon exemple. On a, d'un côté, des agriculteurs productivistes, dont une fraction construit maintenant des fermes-usines avec de gros appuis financiers, tandis que l'autre est en crise, subit des revenus négatifs, et se fait éliminer au nom du tri des plus « performants ». Performants voulant dire aujourd'hui de plus en plus robotisés, numérisés. Et de l'autre côté, on rencontre une minorité de paysans, soutenus par des consommateurs solidaires, conscients des enjeux d'environnement ou de santé, qui mettent en œuvre l'agriculture paysanne, bio, les circuits courts, et fournissent des produits de qualité pour certaines catégories de la population, souvent aisées. Ils vivent généralement bien mieux que les agriculteurs productivistes mais font aussi face à toutes sortes de difficultés : le manque de soutiens financiers publics, la multiplication des normes bureaucratiques, environnementales ou sanitaires, qui en empêche plus d'un de travailler, la raréfaction des terres agricoles qui ne cesse de s'aggraver. D'où la question : cette cohabitation schizophrénique est-elle durable ? Les fermiers-usiniers ne vont-ils pas, à plus ou moins long terme, devenir le modèle hégémonique, comme c'est déjà le cas dans d'autres pays ?

Une dernière remarque, pour répondre de façon la plus complète possible, et surtout d'une manière plus encourageante !, à cette question des alternatives. Dans notre ouvrage, nous revenons à plusieurs reprises sur le fait qu'il y a bien dans l'effervescence citoyenne actuelle, qu'elle soit française ou mondiale, mobilisée contre les OGM⁷, les GPII⁸, les paradis fiscaux ou le CETA/TAFTA, promotrice de partage direct localisé ou de biens communs universels, gratuits, inaliénables, une société postproductiviste et postcapitaliste qui se cherche, sans avoir encore, comme je le rappelais tout à l'heure, complètement trouvé sa traduction politique, institutionnelle, et des modes d'action à la hauteur du camp d'en face. Et ce qui est particulièrement intéressant de ce point de vue, c'est qu'on voit bien se développer, sans pour l'instant vraiment se joindre, deux imaginaires, deux conceptions de la transformation sociale qui jalonnent toute l'histoire de la contestation du capitalisme. Celui de l'auto-organisation d'un côté, héritier de l'anarchisme, de la Commune, du conseilisme, etc., et de l'autre, celui, non plus léniniste et focalisé sur la classe ouvrière mais reposant un front plus large, incluant cette création historique qu'est la classe moyenne et passant par la voie électorale, de la prise

⁷ Organisme génétiquement modifié.

⁸ Grand projet inutile et imposé.

du pouvoir dans les institutions existantes pour les changer, les remodeler, comme je le disais, de fond en comble. Tenter de réunir, idéologiquement et pratiquement, ces deux conceptions fait partie des impératifs de notre temps.

LGO : Un dernier fil qui court dans votre livre, c'est la Confédération paysanne à laquelle vous rendez plus d'un hommage. Peux-tu nous expliquer pourquoi ?

Nous avons été, au début de notre carrière de chercheurs, vivement intéressé par ces producteurs qui, après avoir participé au mouvement de modernisation d'après-guerre, ont su peu à peu, à partir des années 1970 et surtout 80, dénoncer les dégâts et les impasses du productivisme, fédérer différents syndicats ou groupes de paysans-travailleurs, inventer le modèle tout à la fois technique, écologique, social et politique de « l'agriculture paysanne ». Modèle qui a ensuite essaimé un peu partout et rencontré ses équivalents étrangers, de telle sorte que s'est créé le mouvement *Via Campesina* dont on oublie régulièrement de dire qu'il rassemble aujourd'hui, à l'échelle mondiale, plus de 200 millions de paysans dans 80 pays.

Cet hommage, fruit d'un compagnonnage qui ne s'est jamais démenti, nous le leur rendons de deux façons. D'abord en disant que leur rupture avec le productivisme, dans leurs fermes aussi bien qu'en tant que projet de société, a été le produit d'un effort sur eux-mêmes et en direction des autres : ils ont réussi, pour reprendre l'expression du sociologue américain Charles Wright Mills, à convertir « leurs épreuves personnelles de milieu » en « enjeux collectifs de structure sociale ». À l'heure de la souffrance généralisée au travail, nous ferions bien toutes et tous de nous souvenir de leur exemple, et surtout de nous en inspirer ! Ensuite, nous revenons longuement sur les valeurs dont ces agriculteurs, ayant repris avec intelligence et fierté leur nom de « paysans », ont été et restent porteurs. Ce sont la prudence (face à l'endettement, la technique, l'artificialisation...), la solidarité (entre agriculteurs, avec les consommateurs, entre le Nord et le Sud...), le pluralisme (avec les associations, contre la cogestion FNSEA-JA...) et enfin le devoir de désobéissance (le démantèlement du Mac Do de Millau en 1999, les faucheurs d'OGM...). Si l'on y réfléchit, il y a dans ces quatre valeurs tout à la fois de résistance et de création l'ébauche d'une philosophie sociale postcapitaliste et postproductiviste dont nous devrions, là encore, tous nous saisir !

Mais je voudrais ajouter un dernier hommage, qui ne figure pas dans le livre, mais qu'il faut à nouveau leur rendre. À la suite des 30 ans de la Confédération paysanne qui ont eu lieu en août 2017, en Charente, la Conf^o a décidé de lancer un appel à ses adhérents à rejoindre le mouvement social contre la loi Travail XXL de Macron, et plus largement l'ensemble de sa politique. Ils renouent ainsi avec leurs racines historiques, leur passé de paysans-travailleurs et contribuent à leur façon à la convergence des luttes. C'est là, je crois, une nouvelle et énième leçon paysanne qu'ils nous donnent. À bon entendeur, salut !